

Les sciences sociales battent de l'aile. Quel phénix en renaîtra?

Immanuel Wallerstein

Number 24, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002283ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002283ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Wallerstein, I. (1995). Les sciences sociales battent de l'aile. Quel phénix en renaîtra? *Cahiers de recherche sociologique*, (24), 208–222.
<https://doi.org/10.7202/1002283ar>

Article abstract

The objective of this paper is to renew epistemological interrogation of the social sciences. In particular, the author questions these sciences' philosophico-historico-political bases — their premises —, the place they have occupied since their creation, and the factors which have led to their current crisis. After having examined their history to demonstrate the direct relationship between the construction of their object and approach, the author points out that the evolution of the world, above all since 1945, and more specifically since the 1970s, has been such that the basic reality of their existence and nomolithic disciplinary practices has disappeared, which has placed them in a situation of profound existential crisis. It is from this reality which has placed the discipline's researchers and thinkers in a difficult situation that the paper's title is drawn: "The social sciences are on the wane. What kind of phoenix will rise from their ashes?" The final section of the paper explores some of the parameters of an answer to this question. Among other things, the author emphasizes the new rapprochement between the social sciences and the natural sciences and the need for space-time to become a central concern for the social sciences, something which they removed from their object at the moment of their founding.

Immanuel Wallerstein

Immanuel Wallerstein est président de l'Association internationale de sociologie (AIS) et de la Commission internationale Gulbenkian sur la restructuration des sciences sociales. Il est également directeur du Fernand Braudel Center of the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations. Il occupe également le poste de professeur émérite en sociologie à l'Université Binghamton et est directeur d'études associé à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris.

Les quelques titres qui suivent témoignent de l'importance de son travail: (en collaboration avec J. Smith et M. del Carmen), *Creating and Transforming Households: The Constraints of the World-Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 311 p.; *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte, 1985, 119 p.; *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne: 1900-1950*, Paris, Flammarion, 1984, 503 p.; *The Moderns World-Economy in the sixteenth century*, New York, Academic Press, 1976; (en collaboration avec T. K. Hopkins), *World-Systems Analysis: Theory and Methodology*, Beverly Hills (Cal.), Sage, 1982, 200 p.

Les sciences sociales battent de l'aile. Quel phénix en renaîtra*?

Perspectives théoriques

Immanuel WALLERSTEIN

La science sociale comme aire de connaissances séparée à la fois de la science naturelle et des lettres, ainsi que les multiples sciences sociales devenues des «disciplines» séparées les unes des autres, ne sont nées qu'au XIXe siècle. Certes, il y a eu beaucoup de prédécesseurs, et, dès la deuxième moitié du XVIIIe siècle, il apparaît une amorce de cette structuration. Mais ce n'est qu'au XIXe siècle que sont établies les justifications approfondies de ce domaine de recherches et surtout que s'institutionnalisent les diverses sciences sociales. Elles entrent l'une après l'autre dans les structures universitaires, avec leurs chaires, leurs départements, leur cursus, leurs étudiants en quête de doctorat. En même temps, en dehors des structures d'enseignement, dans chaque discipline sont créées des revues portant le nom de la discipline et des associations nationales et internationales.

Le processus d'institutionnalisation a lieu pour les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord plus ou moins entre 1850 et 1914; il est achevé dans l'entre-deux-guerres. En 1945, tout est en place, et au cours des vingt ans qui suivent, la configuration des disciplines s'étend au tiers-monde et aux pays «socialistes», là où elle n'était pas encore en place.

Au XIXe siècle, il y eut, au début, beaucoup de variations dans les étiquettes (et donc les cloisonnements) selon lesquelles on voulait diviser les sciences sociales. Mais on parvint en fin de compte à une liste assez restreinte autour de laquelle se dégagea un large consensus. Voyons quelle logique a permis d'arriver à cette liste.

Commençons par l'histoire — vieux mot, vieille activité intellectuelle, mais jamais une «discipline» en soi avant le XIXe siècle. Les historiens qui ont fait la révolution d'après les consignes de Ranke —

* Conférence publique, Montréal, UQAM, le 29 septembre 1994.

écrire l'histoire *wie es eigentlich gewesen ist*, «comme cela se passe véritablement» — s'élevaient contre une historiographie considérée comme trop philosophique, trop spéculative, trop hagiographique. Ils tenaient à être empiriques et à saisir la réalité avec un œil juste. Bien qu'ils ne fussent pas des «scientifiques», ils partageaient l'essentiel de la culture scientifique: ainsi ils acceptaient l'idée qu'il existe un monde réel qu'on pourrait apercevoir et décrire empiriquement.

Afin de s'accrocher à l'empirique, ces historiens mirent sur la sellette les documents dits «primaires» qu'on retrouve dans les «archives». Un document «primaire» fut défini comme un document plus ou moins contemporain de la réalité à laquelle il se réfère, écrit dans une perspective propre à l'époque.

La logique d'une telle entreprise poussait ces historiens vers une épistémologie idiographique qui rejetait l'idée de toute généralisation ou théorisation comme menant à un retour dangereux aux voies «philosophiques» dont ils voulaient se couper. Évidemment, se plonger dans les «archives» avait des conséquences importantes. D'abord, les archives ne donnent presque jamais accès aux documents contemporains pour des raisons d'État. On était donc cantonné à la recherche sur le passé. On y ajoutait une justification supplémentaire, en prônant l'idée que l'historien devrait être idéologiquement neutre. Si cela était possible pour les réalités anciennes, c'était très difficile, sinon carrément impossible, en ce qui concerne l'actualité.

Par ailleurs, en insistant pour que la recherche se fasse à partir des archives, on penchait presque inévitablement vers une histoire politico-diplomatique, à partir des archives constituées par les États. On tendait aussi à faire l'histoire de son propre État, plus accessible, car on en connaissait mieux les rouages culturels. Peu à peu, en s'efforçant de ne pas faire comme les historiens d'antan l'apologie des monarques, on la remplaça par celle des «sociétés nationales».

Si les historiens s'emparaient de la recherche sur le «passé», d'autres considéraient l'étude du «présent» comme la plus urgente. Au XVIIIe siècle, les hommes d'État, les bureaucrates en nombre croissant cherchaient déjà des renseignements plus précis sur la vie nationale. Ce fut par exemple l'origine de la statistique, qui dérive étymologiquement du mot État.

Mieux connaître la vie nationale effective impliquait la collecte de données sérieuses, donc aussi quantifiées que possible. Mais comment savoir si les données étaient solides, robustes? Il fallait se soumettre aux exigences de la méthode scientifique, c'est-à-dire créer des disciplines nomothétiques. Pourtant, il en ressortit qu'on ne créa pas une seule

discipline nomothétique axée sur la réalité actuelle, mais plutôt trois. Pourquoi trois? La réponse se trouve dans l'emprise de l'idéologie régnante dans la géoculture de l'économie-monde capitaliste au XIXe siècle, le libéralisme.

Par ses prises de position, le libéralisme imposait une tripartition des sciences sociales nomothétiques. D'abord, il distinguait le marché de l'État comme deux arènes séparées censées répondre à deux logiques tout à fait différentes, qui ne doivent être confondues ni intellectuellement, ni politiquement, ni moralement. Il n'était donc pas question de combiner l'analyse des deux domaines. L'économie s'occupera de l'étude des phénomènes du marché, la science politique, des phénomènes de l'État¹. Puisque tout n'y était pas compris et que ni l'économie ni la science politique ne voulaient bouleverser leurs abstractions en s'éloignant de leur problématique, il fallait une troisième discipline pour récupérer le reste de la réalité effective, soit la famille, les institutions religieuses, l'éducation, la criminologie, la vie des classes inférieures, la démographie, etc. Cette discipline s'appellera la sociologie. Reine des sciences peut-être, mais aussi dépôt des reliques traditionnelles et des ordures quotidiennes.

Les trois disciplines nomothétiques furent amenées, avec l'histoire, à se concentrer là où elles pouvaient le mieux trouver des données satisfaisantes, c'est-à-dire surtout chez elles, et des données aussi actuelles que possible. Cette dernière exigence ne découlait pas seulement de leur rôle implicite comme conseiller des hommes politiques, mais également de leur recherche de données fiables. Comme les données les plus fiables étaient les plus récentes, et que l'on croyait à l'existence des lois universelles, il n'était guère gênant d'utiliser des données actuelles pour se lancer dans des généralisations. On était même prêt à créer des données de toutes pièces, là où l'État ne les avait pas déjà recueillies. Les sociologues étaient particulièrement aptes à créer ces données quantitatives qui n'auraient pas existé sans leur intervention — par exemple, les sondages.

La trinité nomothétique d'origine libérale — l'étude des domaines dits autonomes de l'économique, du politique et du social (ou du socioculturel) — se trouva, à la fin du XIXe siècle, face à l'histoire idiographique dans le grand *Methodenstreit*, auquel s'ajoutait la distinction présent-passé (justifiée pragmatiquement plus que pour des raisons intellectuelles intrinsèques). Remarquons en outre que, pour le passé, on

¹ Il a fallu plus de temps pour que la science politique, comme vocable et comme discipline, soit acceptée dans l'université, car la science politique a dû d'abord se débarrasser de la lourde et vieille tradition du «droit», qui servait à limiter inutilement le domaine des études sur l'État.

n'insistait pas sur cette trinité des domaines séparés. Pourtant, les quatre disciplines partageaient deux éléments essentiels: d'une part, elles étaient, dans la pratique, des disciplines associées seulement aux pays du centre de l'économie-monde, surtout cinq: la Grande-Bretagne, la France, les Allemagnes, les Italies et les États-Unis. D'autre part, les quatre disciplines étaient plus ou moins attachées à l'idée de créer un espace intellectuel qui n'était ni la philosophie (*a fortiori* les belles-lettres) ni les sciences naturelles. La philosophie ne se basait pas sur les données concrètes, empiriques. Et l'antinomie homme/nature, si prégnante dans la pensée occidentale depuis au moins le XVII^e siècle, et base de l'idée que le progrès tourne autour de la conquête de la nature par l'homme, aboutit à ne pas mettre dans le même sac sciences naturelles et sciences sociales (même si celles-ci prétendent être nomothétiques).

Pourtant, les quatre disciplines qui étudiaient le «centre» ne suffisaient pas, car la périphérie existait aussi. Ainsi, pour cet autre monde, a-t-on inventé deux autres disciplines: l'anthropologie et l'Orientalisme.

L'anthropologie fut créée pour mieux connaître ces peuples «primitifs» tombés sous la férule coloniale. Puisqu'ils étaient sans écriture, ces peuples primitifs n'offraient ni archives à feuilleter, ni données quantitatives déjà recueillies à manipuler. On décida que la seule façon d'aborder cette zone obscure était l'ethnologie, c'est-à-dire une étude holistique (aucune trinité libérale pour les non-civilisés, paraît-il) et idiographique. Donc, l'ethnologie avoisinait les méthodes de l'histoire, sauf qu'elle était totalement ahistorique: le fameux «temps présent ethnographique» était plus qu'une clause de style. Pour effectuer cette étude holistique et idiographique, le chercheur devait se tremper dans la vie de cette société étrange (l'observation par participation) et trouver un bon assistant, de surcroît interprète, pour servir de relais interculturel.

Pourtant, le monde non européen ne se réduisait pas exclusivement à des peuplades primitives. Il comprenait également des aires énormes d'anciens empires-monde ayant eu de hautes civilisations avec chacun une littérature écrite et ce qu'on dénommait dans le XIX^e siècle une religion «mondiale» (pour la distinguer des divers «animismes» locaux des peuples primitifs). L'étude de ces civilisations s'appelait l'Orientalisme. La liste de telles civilisations incluait la Chine (le Japon, la Corée), l'Inde, la Perse, le monde arabo-musulman, l'Empire ottoman, l'Égypte ancienne, la Mésopotamie, le Byzantium, et même parfois l'empire russe. Encore une fois, la trinité des domaines poursuivie nomothétiquement ne s'y appliquait pas. L'Orientalisme fut holistique et idiographique.

S'il n'existait pas d'archives ni de données organisées comme en Occident, il y avait au moins des textes, pour la plupart religieux. Pour étudier ces textes, il fallait d'abord apprendre la langue, et surtout dans ses formes archaïques. La méthode de pointe fut la philologie, et en annexe la paléographie, la numismatique, et d'autres connaissances très savantes. L'essentiel de l'Orientalisme fut de capter un passé qui se présentait comme une histoire figée, incapable d'opérer la transition vers la modernité, capacité réservée uniquement à l'Occident. C'est pour cette raison que toute aire située dans le passé de l'Occident, le Moyen Âge européen, l'Antiquité classique, et même l'Israël ancien, et qui ressemblait en maints aspects aux aires orientalistes, était casée différemment et considérée comme un petit coin de l'histoire européenne et non comme faisant partie du domaine de l'Orientalisme. L'Antiquité ne pouvait pas être «figée» puisqu'elle avait donné naissance à la chrétienté ayant mené tout droit à la Renaissance et à la modernité.

Six disciplines des sciences sociales, donc, pour couvrir la totalité de la compréhension de la vie humaine, et tout cela institutionnalisé dans une période d'environ cent ans. Deux choses sont à remarquer dans le tableau tel qu'il se présentait en 1945. La première est que ces six disciplines sont toutes arrivées à inciter leurs disciples à se spécialiser de plus en plus étroitement. Primo, il y eut la logique de la spécialisation par non-répétition. Chaque doctorant devait faire un travail «originel» et se devait donc d'aller au-delà de ses prédécesseurs. Mais les exigences des données considérées comme recevables faisaient que la façon la plus facile de ne pas répéter était de revoir les documents plus en détail pour un espace-temps plus restreint. Secundo, il y avait la logique de spécialisation par recherche de fiabilité. Dans chacune des six disciplines, on se rendait compte qu'il fallait un énorme investissement de temps individuel afin que le chercheur soit vraiment «calé». Il ne fallait donc pas disperser les efforts.

La seconde remarque concerne l'incroyable exogénéité de l'espace et du temps dans toutes les disciplines. Pour les trois disciplines nomothétiques, cela allait de soi étant donné leurs prémisses épistémologiques tendant à l'universalisation. Pour elles, le temps et l'espace étaient des réalités physiques qui se trouvèrent parmi les fameuses «conditions initiales», intellectuellement externes au processus des lois qui gèrent les réalités sociales. Le temps et l'espace deviennent de ce fait des obstacles à surmonter dans l'analyse plutôt que des éléments constitutifs de celle-ci.

Quand on regarde les trois disciplines idiographiques, ce n'est guère mieux. L'ethnographie qui s'annonçait ahistorique et l'Orientalisme qui prétendait décrire une histoire figée ne pouvaient tolérer, ni l'une ni l'autre, l'idée d'un espace-temps intrinsèque à l'analyse. Il

suffit de voir les efforts un peu farfelus des ethnologues pour reconstituer la réalité immobile, telle qu'elle se présentait avant le «contact» (c'est-à-dire avec le monde extérieur, colonisateur et très réel), ou de voir les Orientalistes présenter leur monde presque immuable face à un Occident en ébullition (progressiste) permanente.

Et l'histoire? me direz-vous. L'histoire n'est-elle pas, par excellence, l'étude de la diachronie, où le temps, ou au moins la chronologie, est tout? Mais non! Au fur et à mesure que reculaient les contours de l'espace-temps qu'on se permettait d'étudier, on s'approchait inéluctablement du «point» des géomètres. Un point étant le lieu de croisement de deux ou plusieurs lignes, c'est, dans l'abstrait, un lieu qui n'a pas de dimensions — ni espace, ni temps — et qui est, par définition, à la fois un pôle d'intérêt et quelque chose de fugitif. Le point n'existe nulle part, ne dure pas plus d'une nanoseconde.

Dans l'histoire, telle qu'elle venait d'être conçue au XIXe siècle, l'espace-temps importait aussi peu que pour les nomothéticiens. On faisait des recherches par ici et non par là pour toutes sortes de raisons personnelles et extrinsèques, mais si l'histoire ne se répète pas, il n'y avait aucun sens dans lequel l'espace-temps ferait une différence analytique quelconque.

Que j'exagère, dans ce survol macroscopique, je l'admets volontiers. Pourtant, je pense que le schéma général est valide. Même ceux qui furent tentés de poursuivre d'autres chemins s'y sont rangés pour la plupart. Prenons le cas de Durkheim. Durkheim essayait de justifier une science de sociologie par rapport aux thèses ultra-individualistes des autres (surtout des économistes) en soulignant l'existence d'un «fait social», en soutenant que l'individu est une création sociale plutôt que l'élément à partir duquel on a créé la société. Il aurait dû en conséquence revendiquer la fin de la trinité classique des trois «domaines» autonomes.

Or qu'a-t-il fait effectivement? Il s'est borné à n'aborder dans ses travaux empiriques personnels que des sujets «légitimes» pour un sociologue: le suicide, la vie religieuse, l'éducation. Il ne s'est jamais immiscé dans la chasse gardée des économistes ou des politologues. Il n'a jamais fait une étude sur le marché ou sur l'État. Weber s'est penché sur les deux, c'est vrai. Mais Weber était partisan de la *Staatswissenschaft*, une groupe qui regimbait contre les disciplines.

Tout n'est donc pas simple. Il y eut trois mouvements importants de résistance contre la disciplinarité. L'un fut précisément la *Staatswissenschaft*; le deuxième fut les *Annales*; le troisième, le

marxisme. Il est intéressant de constater le sort historique de chacun de ces trois mouvements de contestation.

La *Staatswissenschaft*, catégorie qu'on n'emploie plus, même en Allemagne, incarnait le rejet à la fois de la trinité libérale et d'un nomothétisme aveugle, édifié sur la base de l'expérience britannique (ou franco-britannique) de la première moitié du XIXe siècle. Les grands porte-parole de la *Staatswissenschaft* voulaient construire une représentation infiniment plus complexe dans laquelle l'Allemagne ne se présentait pas comme un simple retardataire qui essaie de monter dans le train du progrès avec cinquante ou cent ans de retard sur les pays vedettes. Pour comprendre la réalité germanique, ils recommandaient une étude holistique et approfondie de cette réalité issue d'un espace-temps particulier et qu'il fallait lui-même définir.

Le même cri du cœur, *mutatis mutandis*, venait des fondateurs des *Annales*, que l'on commence le récit avec Henri Berr ou Simiand, ou que l'on ne remonte qu'à Febvre et à Bloch, dans leur université excentrique (et proche de la frontière allemande) de Strasbourg. À bas l'histoire superficielle politico-diplomatique, disaient-ils, afin de voir les soubassements économiques et sociaux. À bas l'histoire événementielle («les événements sont poussière», écrivait Braudel) de sorte qu'on puisse voir les conjonctures et les structures qui façonnent la réalité et qui perdurent. À bas la folie idiographique; construisons une histoire ouverte aux «apports» des sciences sociales.

Et finalement, il y eut le marxisme, science foraine aux universités (au moins jusqu'après 1945). Le marxisme évidemment s'efforçait de rejeter l'idéologie dominante libérale et ses dérivés intellectuelles. À la place de l'homme universel et ses pratiques intemporelles, Marx mettait les particularités de divers systèmes sociaux qu'il dénommait les modes de production. La première constatation à faire à l'égard du capitalisme est qu'il n'est pas éternel.

Que sont devenus ces trois grands mouvements de résistance? Chacun a connu ses moments de gloire. Chacun a eu une portée énorme sur le monde des connaissances. Chacun nous a légué une riche bibliothèque d'œuvres séminales. Et chacun fut récupéré par les «disciplines» contre lesquelles ils luttèrent tous.

À travers de multiples pistes, la *Staatswissenschaft* a abouti au weberianisme (qu'il ne faut pas confondre avec la pensée de Max Weber), variante spécifique et assez nomothétique de la sociologie. Les *Annales*, à travers leur «troisième génération», ont fait la paix aussi bien avec l'idiographie (version «anthropologie historique») qu'avec le nomothétisme (version *social science history*) au lieu de se tenir à l'écart de

l'une et de l'autre. Et enfin le marxisme, grâce à la fois à la social-démocratie allemande et au bolchevisme stalinien, s'est transmuté intellectuellement en un libéralisme édulcoré, au point qu'on a pu se vanter de concepts aussi extraordinaires (et anti-marxiens) que la sociologie ou l'anthropologie «marxiste».

Donc, les sciences sociales (version six «disciplines») ont triomphé vers 1945, puis ont connu, même aux yeux des plus sceptiques, vingt ou trente ans de gloire. Néanmoins, le monde réel a eu sa revanche. Après 1945, le monde colonial (et semi-colonial) s'affirmait politiquement de telle sorte que les États du centre (et en premier lieu les États-Unis et les grands pouvoirs coloniaux), ainsi que leurs chercheurs, durent en prendre acte. Il en fut de même pour le nouveau monde «socialiste» qui se trouvait essentiellement dans des zones n'ayant jamais fait partie du centre du système-monde moderne.

Ce défi reçut trois réponses intellectuelles, toutes liées entre elles. La première fut la création aux États-Unis des *area studies* (parfois traduit en français par «aires culturelles»). Les *area studies* étaient la mise en rapport des connaissances issues de disciplines diverses concernant une aire culturelle (ou plus exactement géopolitique) non occidentale: l'Union soviétique, la Chine, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine, l'Europe de l'Est-Centre et d'autres. La mise en rapport fut d'abord une affaire de formation d'étudiants et ensuite de création de nouvelles revues et de nouvelles associations «régionales» de chercheurs. Épistémologiquement, les *area studies* furent une condamnation à la fois de l'ethnologie et de l'Orientalisme. L'essentiel est qu'à partir de 1945, les historiens et les trois disciplines nomothétiques du «centre» se sont emparés de l'étude de ces régions. Les anthropologues, offusqués, soit se sont reconvertis à autre chose, soit ont transféré leurs pratiques ethnologiques ailleurs, en Occident même. Quant aux Orientalistes, ils sont, pour la plupart, devenus des «historiens».

En outre, les *area studies* ont facilité l'apparition du concept de multidisciplinarité, qui a fait son chemin dans d'autres domaines que l'étude des aires culturelles. La multidisciplinarité, censée défaire le cloisonnement des disciplines, est arrivée paradoxalement à renforcer la disciplinarité. En suggérant qu'on ne pourrait aborder convenablement un grand thème de la réalité sociale sans l'apport de disciplines diverses, on soulignait ainsi l'idée qu'il y avait des apports différents et valables provenant de chaque discipline.

Finalement, les disciplines nomothétiques se trouvèrent dans un léger embarras face à leur nouvelle aire de recherches. Elles se rendaient compte que les généralisations échafaudées à partir de l'expérience occidentale ne s'appliquaient pas aussi simplement que cela aux réalités

du tiers-monde. Pour combler cette lacune, elles ont défini une nouvelle problématique de pointe, le développement — développement économique, développement politique, développement social, qui s'additionneraient pour constituer le développement national. Le concept de développement arrangeait l'affaire épistémologiquement en prônant le modèle des étapes: le tiers-monde fonctionnait en vertu des mêmes lois nomothétiques mais était chronologiquement en retard d'étapes; cela offrait à la fois une solution élégante pour maintenir la légitimité des prémisses nomothétiques, et une belle recette pour la politique gouvernementale.

C'est précisément à partir de la problématique «développementaliste» que la tapisserie disciplinaire commença à se découdre. Car, presque tout de suite, le «développementalisme» buta sur des critiques sévères. Les premières grandes critiques vinrent de Raul Prebisch et de la CEPAL qui rejetaient le concept des étapes pour insister sur le fait que le «centre» et la «périphérie» étaient pris dans une relation d'inégalité telle que la périphérie ne pouvait se permettre de suivre aveuglément les politiques antérieures de l'Occident. Sur cette base les *dependistas* allèrent plus loin en insistant sur le fait que le sous-développement n'était pas du tout primordial, mais qu'il y avait eu plutôt un «développement du sous-développement».

Cette idée du développement du sous-développement faisait qu'on devait se détacher de l'étude du «présent» pour celle de la longue durée; cela impliquait des unités d'analyse autres que les sociétés nationales, par exemple les systèmes-monde, conçu chacun comme un système historique.

En résumé, primo, la logique des disciplines séparées pour le centre et la périphérie craquait. Secundo, la logique des disciplines séparées pour le présent et le passé craquait. Restait le noyau dur, la trinité libérale des trois domaines. Là aussi, les pratiques évoluaient. Depuis une vingtaine d'années, les sociologues ont placé les études du marché et de l'État au même niveau d'intérêt que les études sur la famille. Les politologues se sont intéressés aux phénomènes sociaux assez éloignés des structures de l'État ainsi qu'à l'économie. La renaissance de l'«économie politique» et la théorie des choix rationnels, deux modèles assez différents l'un de l'autre, en témoignent. Les économistes ont été sans doute les plus récalcitrants à un tel élargissement de leur domaine; mais leur impérialisme intellectuel les a amenés à traiter de sujets peu traditionnels pour eux, comme le racisme ou le comportement des foyers domestiques. Les trois disciplines nomothétiques continuent à insister sur leur spécificité, mais il devient de plus en plus difficile de les distinguer par l'objet de leurs recherches empiriques et par les

méthodes qu'elles emploient pour l'étude. En pratique, les frontières tombent, même si rhétoriquement on les crie fort.

Il y a pire. Non seulement nous vivons un écroulement des six disciplines des «sciences sociales» institutionnalisées dans le XIXe siècle, mais le terrain «central» qu'occupaient les sciences sociales relatif, d'une part, aux humanités (philosophie, mais aussi belles-lettres) et, d'autre part, aux sciences naturelles, semble disparaître.

Un des phénomènes les plus frappants de ces vingt dernières années est l'attention qu'on porte à la «culture». L'intérêt que portent les historiens à l'histoire sociale ou à celle des mentalités, celui des anthropologues aux «systèmes symboliques», la montée de la psychologie cognitive, la «déconstruction» qui a emballé tant de chercheurs dans diverses disciplines et la floraison d'une longue liste de revues «interdisciplinaires», dont les titres s'articulent autour du mot «culture», démontrent cette nouvelle fascination pour le «culturel». De quoi s'agit-il?

Il me semble qu'un facteur central est le rejet du «politique» et de l'«économique» comme solutions à la fois aux problèmes du monde et aux problèmes intellectuels. Le culturel, dit-on, a été malmené, déprécié, ignoré, relégué au second plan comme épiphénomène. Cela dit, il s'ensuit que le détachement des sciences sociales de la philosophie et des belles-lettres est à revoir. En dénonçant les soubassements idéologiques du nomothétisme, les «culturalistes» sont portés à une forme particulière d'idiographie — l'importance du texte, non du texte comme une réalité sociale permanente à apprendre (à la façon des Orientalistes), mais du texte tel que tout le monde pourrait, voudrait, l'interpréter, ce qui penche vers un nominalisme accentué. Ainsi en est-on venu à remettre en question toute la révolution historiographique du XIXe siècle. Rien n'est censé se passer «véritablement»; tout se passe en effet à la lecture des textes.

Cet intérêt porté à la culture est profondément renforcé par une autre tendance de la vie politique occidentale depuis la révolution de 1968. Tous ceux qui se considèrent comme opprimés, brimés, ou «minorisés» ne se limitent plus à protester contre des discriminations politiques ou économiques. Ils sont aussi à la recherche de leur «identité.» Cette recherche par les femmes, par toutes sortes de groupes ethniques, par les homosexuels, s'est répercutée sur la vie organisationnelle de l'université. Elle a donné naissance à des revues, des associations de chercheurs, des programmes d'enseignement, et même des départements qui, eux, se réclament d'un certain holisme d'analyse et refusent la distinction entre les sciences sociales et les «humanités».

De l'autre côté, le tremblement de terre n'est pas moindre. La «nouvelle alliance» (de l'homme avec la nature) remet en question les bases de la science classique moderne, celle de Bacon, Newton, Descartes et Einstein, et, par conséquent, les bases de l'épistémologie des trois sciences sociales nomothétiques. La science moderne classique cherchait ses vérités et la raison en s'appuyant sur l'observation. Elle était sûre que les processus essentiels étaient linéaires et prévisibles, que les équations étaient réversibles, que les structures se maintenaient à travers les équilibres, et que la précision était intrinsèquement possible.

Depuis un certain temps, tout cela n'est plus aussi évident qu'auparavant, non pas aux yeux des idiographes impénitents, mais à ceux d'un nombre croissant de chimistes, physiciens, mathématiciens qui, eux, prévoient une autre série de prémisses au travail scientifique. En effet, à la détermination et à la possibilité de la prévision ils substituent une logique des structures macroscopiques dissipatives qui se créent un ordre; à un certain point, l'on arrive à des bifurcations où les fluctuations sont trop fortes à contenir, et de cela résultera finalement un nouvel ordre, qu'il est néanmoins intrinsèquement impossible de prévoir. Au lieu de faire valoir une approche toujours plus fine de la précision quantitative, ils disent que la précision est intrinsèquement impossible, toute mesure successive donnant nécessairement des résultats différents, et la recherche d'une précision impossible nous éloigne de la réalisation des approximations qualitativement plus sûres. Au lieu de parler d'équations réversibles, ils annoncent la flèche du temps inhérent à tous les processus naturels. Les conditions initiales ne sont plus théoriquement accidentelles; elles forment plutôt le cadre au sein duquel se déroule la réalité. Au lieu de faire un effort pour réduire une complexité réelle à des équations simples et élégantes, ils vont dans l'autre direction, vers la construction d'analyses qui aboutissent à une compréhension toujours plus complexe. Enfin, au lieu d'être parfaitement neutre face à l'objet de recherche, le chercheur effectue des choix qui affectent nécessairement la recherche.

Avec ces prémisses, on parvient à inverser la relation des sciences naturelles et des sciences sociales. Elles ne sont plus qu'une. Mais, au lieu que ce soit le psychologue ou l'économiste qui se rapproche du physicien, c'est le physicien qui se rapproche du sociologue, qui lui enseigne la structure la plus complexe de la réalité.

Tout ce qui a été bâti au XIXe siècle est en train de s'effondrer. La science sociale, telle qu'elle a été conçue, bat de l'aile, à cause de l'incohérence de ses prémisses épistémologiques. Ses prémisses ne sont pas adéquates pour interpréter la réalité sociale, et elles provoquent l'embarras intellectuel des chercheurs. Mais quel phénix en renaîtra? Il serait difficile, peut-être impossible, de le prévoir. Les fluctuations sont

assez grandes. L'incertitude philosophique règne. Il est clair pourtant que nous devrions remettre l'espace-temps au centre de nos réflexions, en commençant par admettre qu'il existe de multiples espaces-temps assez différents l'un de l'autre. Il est clair aussi que la trinité libérale est peu utile. Mais de là à rebâtir tout un paradigme de structuration de connaissances, il reste du chemin à faire.

J'aurais dû peut-être trouver à cet article un titre moins poétique, plus austère, plus dans la tradition de notre discipline. Mais l'heure n'est pas à l'austérité. Il faut beaucoup d'imagination pour surmonter une crise intellectuelle d'une telle envergure, à commencer par les titres de nos articles qui, eux aussi, sont le produit des errements du XIXe siècle.

Immanuel WALLERSTEIN
Directeur d'études associé
École des hautes études en sciences sociales (Paris)
Président de l'Association internationale de sociologie (AIS)

Résumé

L'objet de ce texte est de renouveler l'interrogation épistémologique sur les sciences sociales. L'auteur questionne particulièrement les assises philosophico-historico-politique de ces sciences — leurs prémisses —, la place qu'elles ont occupée depuis leur fondation et les facteurs qui les mettent aujourd'hui en crise. Après avoir fait appel à l'histoire pour montrer l'étroite relation entre la construction première de leur objet et de leur approche, l'auteur souligne que l'évolution du monde, surtout depuis 1945 et encore plus spécifiquement depuis le début des années soixante-dix, a fait que la base-réalité de leur existence et de leur pratique disciplinaire nomothétique a disparu, ce qui les met en crise profonde, existentielle. C'est sur cette réalité qui suscite dans l'embarras intellectuel chez les chercheurs et les penseurs de ces disciplines que s'appuie le titre de cette conférence: «Les sciences sociales battent de l'aile. Quel phénix en renaîtra?» La dernière partie du texte s'emploie à explorer quelques paramètres pour répondre à la question. L'auteur souligne entre autres le nouveau rapprochement entre les sciences sociales et les sciences naturelles, et la nécessité de placer au centre des préoccupations en sciences sociales l'espace-temps qu'elles avaient dégagé de leur objet lors de leur première fondation.

Mots-clés: épistémologie, sciences sociales, philosophie, histoire, crise, intellectuels, sciences naturelles, fondation, discipline.

Summary

The objective of this paper is to renew epistemological interrogation of the social sciences. In particular, the author questions these sciences' philosophico-historico-political bases — their premises —, the place they have occupied since their creation, and the factors which have led to their current crisis. After having examined their history to demonstrate the direct relationship between the construction of their object and approach, the author points out that the evolution of the world, above all since 1945, and more specifically since the 1970s, has been such that the basic reality of their existence and nomolithic disciplinary practices has disappeared, which has placed them in a situation of profound existential crisis. It is from this reality which has placed the discipline's researchers and thinkers in a difficult situation that the paper's title is drawn: "The social sciences are on the wane. What kind of phoenix will rise from their ashes?" The final section of the paper explores some of the parameters of an answer to this question. Among other things, the author emphasizes the new rapprochement between the social sciences and the natural sciences and the need for space-time to become a central concern for the social sciences, something which they removed from their object at the moment of their founding.

Key-words: epistemology, social sciences, philosophy, history, crisis, intellectuals, natural sciences, foundation, discipline.

Resumen

El objeto de este texto es renovar la interrogación epistemológica sobre las Ciencias Sociales. El autor cuestiona particularmente las bases filosófico-histórico-políticas de las ciencias — sus premisas —, el lugar que han ocupado desde su fundación y los factores que la han llevado actualmente a la crisis. Luego de mostrar a través de la Historia la estrecha relación entre la construcción primera del objeto y su abordaje, el autor afirma que la evolución del mundo, sobre todo a partir de 1945 y, más aún específicamente, a partir de los inicios de 1970, ha hecho que la base-realidad de su existencia y práctica disciplinaria y nomotética haya desaparecido, lo que la ha llevado a la crisis profunda, existencial. Es en esta realidad, que desconcierta intelectualmente a investigadores y pensadores de estas disciplinas, que se apoya el título del presente texto. La última parte del artículo explora algunos parámetros para responder a la pregunta planteada en dicho título. El autor señala, entre otros, el acercamiento entre las Ciencias Sociales y las Ciencias Naturales y la necesidad de ubicar en el centro de las preocupaciones en Ciencias Sociales el espacio-tiempo que éstas habían expulsado de su objeto durante su primera fundación.

Palabras claves: epistemología, Ciencias Sociales, Filosofía, Historia, crisis, intelectuales, Ciencias Naturales, fundación, disciplina.